

## L'appauvriissante politique de développement de la Chine en Afrique

**« Le plus grand pays en développement du monde [investit] le continent qui compte le plus grand nombre de pays en développement »<sup>1</sup>**

Jiang Zemin prononçait ces quelques mots en 2000, à l'occasion du premier forum sur la coopération sino-africaine, destiné à devenir un « *cadre important et [une] plateforme pour un nouveau type de partenariat sino-africain caractérisé par une stabilité sur le long terme, l'égalité et des bénéfices mutuels* »<sup>2</sup>. Ce premier sommet, les deux suivants (en 2003 et 2006), ainsi que les rencontres au plus haut niveau de pouvoir, servent de toile de fond à la politique chinoise en Afrique.

Bien que cette dernière trouve de lointaines origines aux alentours du VII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, il faut attendre la seconde moitié du XX<sup>e</sup> pour que l'Empire du milieu tisse des liens aussi forts que durables avec ses partenaires africains nouvellement indépendants.

En effet, au début de la guerre froide, la Chine œuvre à la création d'un front de pays non-alignés pour contrebalancer un paysage géopolitique exclusivement marqué par l'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Cependant, cette troisième voie (basée sur une solidarité Sud-Sud) produira des résultats davantage symboliques, la Chine posant encore à l'époque les jalons de son ascension économique. Pire, dans les années 60, la tentative d'exporter la révolution culturelle se heurte à la résistance de la majorité des dirigeants africains, compromettant la position de Pékin sur le continent noir.

Cependant, après une brève stagnation, les relations entre les deux entités s'accroissent considérablement, dopées par la croissance économique chinoise et les besoins importants qui en sont la conséquence inéluctable. Si bien que les chiffres témoignent aujourd'hui des résultats acquis en quelques décennies. Qu'il s'agisse du nombre de travailleurs présents en Afrique, du total des échanges commerciaux ou encore des investissements sur le continent, les courbes ne cessent de croître.

Cependant, une politique d'aide et de développement digne de ce nom ne se résume pas à quelques données statistiques. Il importe qu'elle soit porteuse d'un projet dont l'objectif premier est l'amélioration durable des conditions de vie de l'ensemble de la population visée. La politique de Pékin paraît faible à cet égard et pousse à s'interroger quant aux réelles motivations chinoises en terres africaines. La Chine en Afrique : une réelle volonté d'améliorer la situation d'un continent appauvri ou une utilisation instrumentale de ses faiblesses en vue d'atteindre des objectifs purement nationaux sous couvert d'aide au développement ?

### **Un objectif clair et sans condition**

Le modèle chinois d'aide au développement repose quasi-exclusivement sur des considérations d'ordre économique. En effet, contrairement aux donateurs occidentaux, la Chine ne conditionne son aide à aucun critère politique interne. En effet, les considérations liées au fonctionnement des Etats africains partenaires brillent par leur absence. Tout au plus, la politique étrangère des Etats partenaires se doit d'être en accord avec les intérêts de Pékin. Mais, l'aide n'est nullement soumise au respect de critères liés au régime, à l'établissement de l'Etat de droit ou encore au respect des libertés fondamentales.

Le contraste avec les aides occidentales est ici saisissant. Ces dernières visant souvent des changements institutionnels, comme en témoignent quelques objectifs assignés à l'aide européenne au développement (et partant certaines de ses conditions)<sup>4</sup>.

Nul doute que l'utilisation habile de cette doctrine strictement non-interventionniste augmente considérablement la force d'attraction du modèle chinois, face à un modèle européen plus contraignant et affaibli par le lourd passif de la période coloniale.

Certes, la démocratie ne nourrit pas. Cependant, accompagner l'aide de critères politiques communément acceptés ne témoigne-t-il pas d'une volonté de réformer de manière durable et structurelle la situation du bénéficiaire ? A cet égard, la stratégie européenne est porteuse d'un idéal de développement à plus long terme. Ce que tend à confirmer une analyse de la substance même du partenariat sino-africain et des résultats dont il gratifie ses deux protagonistes.

### Une stratégie du « win-win » ?

Le principe des gains mutuels<sup>5</sup> est la clé de voûte des relations entretenues par l'Empire du milieu et ses partenaires africains. Si bien qu'interroger le modèle chinois de développement nécessite de nous pencher sur ses apports pour les deux parties.

#### *Le gâteau chinois*

Les échanges entre les partenaires profitent (largement) à la Chine sur les plans diplomatique, économique et symbolique.

Comme nous l'avons souligné précédemment, l'aide chinoise n'est pas soumise à l'adoption de comportements politiques particuliers sur le plan interne. Cependant, il en va autrement en matière de politique étrangère. En effet, la République Populaire pose une condition préalable à toute relation : un soutien de ses positions au sein des organisations internationales et le respect de la *One China Policy*<sup>6</sup>. L'enjeu est de taille puisque le continent africain regroupe plus d'un tiers des Etats membres de l'ONU.

Pour faire face à ce défi diplomatique, la Chine dispose d'un avantage non négligeable : elle peut se présenter à la fois comme un pays en voie de développement (ce qui crée une impression d'égalité dans le chef de ses partenaires africains) et comme puissance (apte à soutenir et défendre les positions de ses alliés africains sur la scène internationale).

Sur le plan économique, « Afrique » rime principalement avec ressources et accès à de nouveaux marchés. La richesse des sous-sols africains n'est pas passée inaperçue aux yeux d'autorités pékinoises soucieuses de maintenir une croissance économique vorace en matières premières.

Qui plus est, sa percée sur le continent africain a permis à l'empire du milieu de s'ouvrir de nouveaux marchés sur lesquels il peut vendre ses biens et services. Cette stratégie s'avérant gagnante puisqu'elle propose aux populations locales (majoritairement pauvres) une alternative (plus abordable) à des produits occidentaux largement impayables.



Bref, les objectifs économiques du gouvernement traduisent une recette « classique » de l'aide au développement : une demande d'énergie et de matières premières contre offre de produits de consommation, de services, de machines et d'équipement.

Notons, par ailleurs, que le projet chinois recèle aussi une dimension politique. En effet, les ressources et marchés africains permettent de maintenir la croissance et le travail en Chine. Partant, ils maintiennent la stabilité sociale (et donc politique), dans un système au sein duquel les autorités tirent en grande partie leur légitimité des résultats (principalement économiques) qu'elles sont à même de garantir à la population.

Même si elle est moins importante, la dimension symbolique de l'aide chinoise se doit d'être soulignée. Participer au redressement du continent noir permet à l'Empire du milieu d'accroître sa visibilité et son prestige sur la scène internationale. En outre, un effort d'aide envers l'étranger traduit généralement la stabilité et un certain degré de prospérité en interne. Enfin, la réussite de la Chine en terres africaines serait symboliquement accrue par l'échec qu'y a connu l'Occident.

#### *Les miettes africaines*

Si la Chine bénéficie fortement du partenariat, la réciproque ne se vérifie pas ; malgré quelques bénéfices africains, notamment dans les domaines diplomatique et social.

La Chine, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, constitue un allié de choix sur la scène internationale. Le support diplomatique de cette dernière a d'ailleurs joué un rôle non négligeable dans la définition et l'orientation de l'(in)action de la communauté internationale eu égard à certains dossiers africains. Comme l'illustre, entre autres, la position de Pékin en ce qui concerne le Darfour.

Par ailleurs, le continent noir peut compter sur une importante aide militaire accordée par son partenaire asiatique : de l'entraînement militaire à la vente d'armes et d'équipement à bas prix, en passant par la participation à des opérations de maintien de la paix (notamment sous l'égide de l'Union Africaine).

En outre, le partenariat sino-africain prévoit diverses formes d'aides chinoises : construction d'infrastructures, partage de ressources, prêts à taux avantageux voire nuls, etc. Liste à laquelle nous pouvons ajouter la collaboration et les échanges établis dans les domaines agricoles, culturels ou encore éducatifs.

Ces quelques considérations parlent d'elles-mêmes. Si le partenariat ne peut être considéré à sens unique, force est de constater qu'il est, à tout le moins, fortement asymétrique. S'il est évident que l'Afrique bénéficie d'une aide contribuant à son développement et à son redressement, le prix à payer s'avère disproportionné. En effet, les acquis engrangés (qui, il est bon de le préciser, sont moins nombreux que les promesses) requièrent des contreparties aux conséquences potentiellement désastreuses ; qu'il s'agisse de l'arrivée massive de produits chinois menaçant les marchés locaux (les producteurs ne peuvent faire le poids face à l'avantage comparatif dont jouissent les biens asiatiques) ou de l'exploitation maximale des matières premières.

### **L'heure du choix**

En quelques décennies, la Chine est montée en puissance et s'est imposée comme un acteur incontournable dans la région. Cependant, loin d'apprendre à son partenaire africain à pêcher, Pékin lui donne les poissons dont il a besoin pour se nourrir aujourd'hui. Mais qu'en sera-t-il demain ? Le partenariat reste muet sur la question des avancées structurelles qu'il est en mesure d'offrir au continent le plus pauvre de la planète. Il n'est pas davantage loquace quant aux avancées sociopolitiques de long terme qu'il est susceptible d'apporter. Pis, il met en place des mécanismes qui, tout en aidant quelque peu l'Afrique aujourd'hui, risquent d'aggraver davantage sa situation à l'avenir.

Le continent africain est un enjeu important pour les puissances du globe, compte-tenu de sa densité de matières premières. La Chine semble l'avoir compris et a œuvré à l'acquisition d'une position de premier plan. Cependant, de Luanda à Khartoum, en passant par Brazzaville, cette percée forcera tôt ou tard les dirigeants à opérer un choix. Opteront-ils pour les bénéfices à court terme d'un partenariat déséquilibré ou souhaiteront-ils une réelle stratégie sino-africaine visant le développement structurel du continent ?



Quelle que soit la réponse à cette question, les diverses faiblesses mises en lumière plaident en faveur d'un maintien (voire un accroissement) de l'aide européenne en Afrique. Certes, le vieux continent n'agit pas de manière totalement désintéressée. Certes, les politiques qu'il mène en terres africaines (tout comme celles qu'il a menées) ne sont pas exemptes de toute critique. Néanmoins, l'Union semble bénéficier d'un avantage indéniable, en ce qu'elle vise des objectifs variés, cohérents et de long terme<sup>7</sup>.

L'aide au développement en territoire africain n'est pas un jeu à somme nulle. Les défis auxquels fait face le continent laissent largement la place à plusieurs interventions. C'est pourquoi, l'objectif des vingt-sept ne doit pas être de rivaliser avec la Chine ou de lui faire quitter l'Afrique. A long terme, la politique de développement l'Union européenne doit viser à donner un poids aux revendications africaines. Actuellement, les dirigeants locaux peinent à négocier un accord équilibré, puisqu'ils occupent la délicate position du demandeur. Demain, s'ils trouvent dans leur partenaire européen un allié de confiance qui leur assure une aide substantielle, ils seront moins dépendants de Pékin et n'hésiteront pas à réclamer une relation plus équitable.

En l'état actuel, la substance de l'aide européenne semble suffisante pour que cet objectif soit atteint. Reste, dès lors, à solutionner le problème majeur rencontré par la politique de développement : susciter la confiance africaine davantage que les critiques.

Michaël Maira  
Analyste Euro-Power

**Bibliographie**

Meidan M., « China's Africa Policy : Business now, Politics Later », *Asian Perspective*, vol. 30, No. 4, 2006, pp. 69-93.

Niquet V., « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, No. 2, 2006.  
[[http://www.ifri.org/files/politique\\_etrangere/pe\\_2\\_2006\\_niquet.pdf](http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/pe_2_2006_niquet.pdf)]

Pannel C., « China's Economic and Political Penetration in Africa », *Eurasian Geography and Economics*, 49, No. 6, 2008, pp. 706-730.

Richer P., *L'offensive chinoise en Afrique*, Karthala, Paris, 2008.

Taylor I., « China's Oil Diplomacy in Africa », *International Affairs*, vol. 82, No. 5, 2006, pp. 937-959.

Sommet de Beijing et 3<sup>ème</sup> conférence ministérielle du forum sur la coopération sino-africaine,  
<http://english.focacsummit.org/>

« Address by Hu Jintao at the Opening Ceremony of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation » [<http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng/wjjh/t404125.htm>]

« China's Africa Policy » [ <http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng/zt/zgdfzccwj/t230479.htm>]

Ministère chinois des Affaires Etrangères,  
<http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng/gylt/ljtj/t157576.htm>.

Commission Européenne - DG Développement,  
[http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/eafrica\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/eafrica_fr.cfm)

<sup>1</sup> Extrait du discours prononcé par Jiang Zemin lors du premier forum sur la coopération sino-africaine en 2000.

<sup>2</sup> China's Africa Policy (Traduction de l'anglais).

<sup>3</sup> Richer P., *L'offensive chinoise en Afrique*, Karthala, Paris, 2008.

<sup>4</sup> Nous renvoyons à ce sujet à la stratégie commune Afrique-UE dont le premier plan d'action (2008-2010) s'articule autour de huit partenariats stratégiques : paix et sécurité ; gouvernance démocratique et droits de l'homme ; commerce, intégration régionale et infrastructure ; objectifs du millénaire pour le développement ; énergie ; changement climatique ; migration, mobilité et emploi ; sciences, société de l'information et espace. [[http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/euafrica\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/euafrica_fr.cfm)].

<sup>5</sup> Ce principe est souligné par tous les actes, documents et discours officiels. [<http://english.focacsummit.org/>]

<sup>6</sup> Autrement dit, la non-reconnaissance de Taiwan. Condition moins pertinente aujourd'hui, la majorité des Etats soutenant le gouvernement de Pékin.

<sup>7</sup> Stratégie commune Afrique-UE [[http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/euafrica\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/euafrica_fr.cfm)].